

**Conseil de sécurité**Distr.
GÉNÉRALES/1997/837
3 novembre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 3 NOVEMBRE 1997, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE PRÉSIDENT EXÉCUTIF DE
LA COMMISSION SPÉCIALE CRÉÉE PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
EN APPLICATION DU PARAGRAPHE 9 b) i) DE LA RÉOLUTION
687 (1991) DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Suite à ma lettre du 2 novembre 1997 (S/1997/836), je tiens à vous informer et, par votre intermédiaire, à informer les membres du Conseil de sécurité, que, le 3 novembre, sur mes instructions en tant que Président exécutif, des équipes de la Commission spéciale ont tenté d'effectuer leurs travaux d'inspection en Iraq. Trois équipes (missiles, armes chimiques et armes biologiques) ont quitté le Centre de contrôle et de vérification de la Commission de Bagdad à 8 h 30, (heure de Bagdad), pour procéder à trois inspections distinctes. L'équipe chargée des missiles a été la première à arriver sur le site de son inspection, à 8 h 50.

À l'arrivée de l'équipe sur le site, les responsables irakiens présents ont déclaré que l'inspection pouvait avoir lieu, mais sans le personnel de nationalité américaine. L'Inspecteur principal de l'équipe de contrôle des missiles a fait savoir aux responsables irakiens que sa mission ne pouvait avoir lieu dans ces conditions.

J'ai donné pour instruction aux inspecteurs, en pareil cas de refus de la part des Irakiens, de mettre fin aux travaux d'inspection et de rentrer au Centre. Ainsi, les équipes qui étaient toujours en route vers leur site d'inspection ont mis fin à leur mission et ont regagné le Centre, selon mes instructions.

Je saisis cette occasion pour rappeler que, dans la lettre qu'il vous a adressée le 29 octobre (S/1997/829), le Vice-Premier Ministre de l'Iraq avait fait part de certaines préoccupations de son gouvernement au sujet de vols de reconnaissance à haute altitude de l'avion U-2 à l'appui des travaux d'inspection et de contrôle et de vérification continus de la Commission spéciale. L'assertion figurant dans cette lettre du 29 octobre, selon laquelle ces vols sont effectués pour le compte d'un gouvernement et pas seulement dans le cadre du mandat que le Conseil de sécurité a confié à la Commission spéciale, est sans fondement. Aussi ai-je autorisé la prochaine mission de l'avion U-2 et adressé le 31 octobre la lettre habituelle de notification aux autorités irakiennes.

Je dois informer le Conseil que j'ai reçu du Représentant permanent de l'Iraq une lettre datée du 2 novembre, dans laquelle la sécurité de cet appareil est implicitement menacée. Vous trouverez ci-joint le texte de cette lettre.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité. Au cas où vous-même ou les membres du Conseil le souhaiteriez, je suis disposé à rendre compte de ces questions.

(Signé) Richard BUTLER

ANNEXE

[Original : arabe]

Lettre datée du 2 novembre 1997, adressée au Président exécutif
de la Commission spéciale créée par le Secrétaire général en
application du paragraphe 9 b) i) de la résolution 687 (1991)
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Iraq
auprès de l'Organisation des Nations Unies

Me référant à la lettre datée du 29 octobre 1997 que le Vice-Premier Ministre de l'Iraq a adressée au Président du Conseil de sécurité, je voudrais réaffirmer et souligner notre position au sujet de l'avion U-2 telle qu'elle est exposée dans cette lettre. Vu son importance, il me paraît indiqué de la répéter. En voici le texte :

"Je vous ai expliqué dans ma lettre du 12 octobre 1997 concernant la question de l'avion U-2 utilisé par la Commission spéciale qu'il s'agit d'un avion espion américain qui espionne la sécurité et les dirigeants de l'Iraq sous le couvert des opérations de la Commission spéciale, en vue de réaliser les objectifs politiques américains hostiles à l'Iraq. Cela permet aussi de fournir délibérément à la Commission spéciale des informations trompeuses visant à créer des problèmes et des crises artificielles, comme cela s'est produit en particulier en juin et en septembre 1997. Nous demandons à la Commission spéciale de retirer la couverture qu'elle offre à cet appareil espion qui survole l'Iraq et sommes prêts à trouver avec la Commission une formule neutre à laquelle participeront les membres permanents du Conseil de sécurité, si une telle activité s'avère nécessaire. Dans la lettre que je vous ai adressée le 12 octobre 1997, j'ai fait des propositions tendant notamment à remplacer l'appareil U-2 par un avion iraquien qui serait mis entièrement à la disposition de la Commission spéciale ou à utiliser un appareil d'un État neutre qui ne vise pas à atteindre des objectifs personnels contre l'Iraq."

Compte tenu des récents faits nouveaux, l'Iraq prévoit que les États-Unis lanceront contre lui une agression militaire, comme ils l'ont fait en d'autres occasions. C'est pourquoi l'entrée d'un avion espion américain dans l'espace aérien iraquien ne saurait être acceptée. Nous vous prions donc instamment d'annuler les survols de l'avion U-2 prévus pour les 5 et 7 novembre.

J'espère qu'il ne fera aucun doute que vous porterez la responsabilité des conséquences qu'aura toute décision que vous prendriez d'envoyer l'avion espion en Iraq, d'autant que tous nos dispositifs de défense antiaérienne sont activés et sont mis en état de faire face à la possibilité d'une agression.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Nizar HAMDOON
